

CENTRE NUCLÉAIRE DE DRARIA

Quatre chercheurs sanctionnés

La journée de protestation organisée le 28 décembre dernier au Centre nucléaire de Draria a coûté à quatre travailleurs de ce centre des sanctions de troisième degré (blâme) pour avoir participé à un sit-in aux côtés de leurs collègues pour dénoncer le silence radio de la tutelle.

En effet, les travailleurs de ce centre qui se disent lésés, estiment que cette sanction est une provocation, notamment à quelques jours de la fête de l'Aïd.

Les représentants du syndicat de cette entreprise qui avaient voulu mettre fin à la contestation semblent revenir sur leur décision d'autant que la tutelle au lieu de rassurer les travailleurs quant à l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles, elle continue à s'en prendre aux chercheurs et aux travailleurs.

Pour rappel, dans un communiqué rendu public la semaine dernière, les travailleurs du CRND se sont élevés contre la hogra et

l'intimidation que leur fait subir le directeur.

«Que le DG sache que ces sanctions nous incitent à ne pas abdiquer devant les menaces de tous bords. La sagesse et l'esprit qui nous animent prouvent que nous ne sommes pas prêts de répondre aux provocations et aux intimidations».

En somme, les chercheurs estiment que le corps de soutien à la recherche et le corps technico-administratif qui ont démontré qu'avec la solida-

rité le mal peut être combattu, tiennent toujours au serment du mouvement du 31 décembre 2003.

Enfin, au Centre nucléaire de Draria que certains chercheurs ont quitté en raison des intimidations pour aller enseigner à l'université, les travailleurs ne comptent pas baisser les bras devant l'actuel directeur général qui a débuté l'année en infligeant à quatre travailleurs des blâmes, pour les dissuader de protester.

M. D.

LUTTE CONTRE LA CONTREFAÇON

La lenteur des procédures judiciaires ciblée

Intervenant lundi soir à l'hôtel Mercure, lors d'une conférence-débat filmée organisée par la publication *Algérie Entreprise* sur la thématique de "La contrefaçon... Alors, qu'est-ce qu'on vous sert ? L'original ou la copie...", Me Ali Haroun, avocat-conseil de la firme allemande Oxram, a déploré la lenteur des procédures judiciaires dans le cadre des poursuites engagées après la saisie par la douane algérienne de 16 containers de 40 000 ampoules Oxram contrefaites.

En fait, une saisie qui entre dans le cadre de l'offensive engagée par la firme Oxram pour contrecarrer la

contrefaçon de ses produits dans notre pays, grâce à la mobilisation et le travail commun des structures policières, douanières et judiciaires.

La firme estime, en effet, que 80% des produits libellés Oxram et distribués en Algérie sont défectueux et contrefaits en Chine où elle a pu obtenir la saisie notamment de 3 containers de 200 000 ampoules.

Cela étant, Oxram appelle à ce que des sanctions et amendes soient infligées tant aux contrefacteurs qu'aux distributeurs et vendeurs de ces produits contrefaits, au-delà de la saisie.

A ce propos, Me Haroun a indiqué qu'il est possible de procéder à la saisie, à leur arrivée, des produits contrefaits et qui doivent être détruits.

Or, les services douaniers n'ont pas pu procéder dans le délai fixé par la loi à cette destruction, en l'absence d'une décision de justice et en raison de "procédures trop lentes".

Dans cet ordre d'idées, et tout en déplorant le fait que l'on ne peut détruire que ce que l'on trouve, il a tenu à attirer l'attention des autorités judiciaires, qui doivent statuer, dans les meilleurs délais, sur le danger de la contrefaçon.

Un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur dans notre pays, concernant les produits, marques et propriétés intellectuelles et une multitude d'activités de production, portant atteinte à l'économie nationale et dont des victimes nationales et étrangères, représentées, ont participé à cette conférence et témoigné sur ce fléau qui soulève en soi la problématique du rapport qualité des produits/pouvoir d'achat.

Une thématique et une problématique sur lesquelles nous reviendrons.

Chérif Bennaceur

UNIVERSITE DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE HOUARI-BOUMEDIENE

Contribution des UST à la promotion du développement durable

En présence de l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Keramane, du Dr Youcef Ettoumi, chercheur et principal organisateur de cette rencontre, le recteur, hier, à l'auditorium de l'université et dans une ambiance conviviale, où s'étaient réunis enseignants et chercheurs, a procédé à la diffusion des résultats des ateliers du premier forum USTHB, entreprises relatives au thème "Contribution des UST à la promotion du développement durable". Neuf ateliers ont été constitués lors de cette manifestation qui a eu lieu le 27 avril 2004, et ce, à l'occasion du trentième anniversaire de l'USTHB. Dans ce cadre, un travail de veille informative a été mené par la presse nationale et étrangère durant la

période allant d'avril à septembre 2004. Ce travail, faut-il le préciser, a été coorganisé par l'USTHB et l'Agence nationale pour le développement de la recherche universitaire. Ce qui a donné lieu, explique le comité d'organisation, au choix des objectifs des ateliers. Devant un parterre d'universitaires et de chercheurs, le recteur a déclaré : "Au lieu d'envoyer les documents à la famille de l'université, nous avons opté pour une nouvelle démarche, celle de la réunir et de les lui remettre, dans une ambiance familiale et conviviale."

Il notera par ailleurs les objectifs visés par l'université et qui se situent dans une "démarche plus ou moins sur le long terme. Depuis 1962, il y a eu des débats et des réflexions, mais souvent

au niveau des ministères. Aujourd'hui, nous sommes dans une perspective différente. Nous nous demandons à l'université de le faire selon ses moyens et son environnement. Notre préoccupation relativement nouvelle est de nous pencher sur le devenir des gens que nous formons.

Nous nous concentrons sur l'avenir de nos diplômés. Nous nous inscrivons dans une phase où il y a une nouvelle vision, une période où s'opèrent beaucoup de changements.

C'est pourquoi il nous semble important de reprendre un certain nombre de questionnements des années 1970 et les revoir en les replaçant dans le nouveau contexte de la mondialisation, concept de l'économie fondée sur la connaissance". Il a souligné, aussi,

que le concept du développement durable s'élargit aujourd'hui à d'autres domaines, et qu'il n'est plus confiné dans une approche strictement écologique.

La démarche qu'a donc entamée l'université est de poser, d'une manière progressive, les jalons de cette nouvelle réflexion. "Aujourd'hui, des liens ont été tissés entre les diplômés et les opérateurs économiques."

Jadis, l'université était enfermée dans sa tour d'ivoire, aujourd'hui, elle s'ouvre à son environnement dans le domaine qui la concerne : la recherche", a-t-il précisé.

"Créer des occasions de rencontre comme celle d'hier est un pas vers cette nouvelle démarche", conclut-il.

R. S.

MINISTRES AFRICAINS

DU PETROLE

Concertation à Alger en février

La possibilité de constitution d'une société multinationale d'intervention contre les risques majeurs de pollution marine pourrait être, selon le ministre de l'Energie et des Mines, le Dr Chakib Khellil, s'exprimant lors d'un point de presse tenu hier à la Résidence Djenane-El-Mithak, abordée et discutée lors du deuxième Congrès africain de pétrole et Exposition (CAPE II) qui se tiendra à Alger du 14 au 17 février 2005.

En fait, Chakib Khellil a appelé à créer le plus tôt possible cette société qui pourrait, selon lui, intervenir, de manière opérationnelle et rapide et sur la base de la mobilisation de moyens humains et matériels, "là où il est nécessaire et au moment où il faut agir", dans la gestion de ce risque au niveau des côtes.

Tout en estimant que l'impact environnemental de la pollution pétrolière onshore n'est pas du même niveau que celui de la pollution offshore, il a observé que le traitement de la pollution sur les côtes relève de la responsabilité globale des sociétés nationales et internationales et des gouvernements et agences de contrôle des pays concernés.

Ce faisant, le ministre de l'Energie a précisé que ce congrès africain du pétrole aura à aborder, outre la prévention et la gestion des risques de pollution marine, d'autres sujets de coopération "prioritaires" et notamment le bilan des actions en matière de réduction et élimination des gaz torchés, la formation des cadres et de banques de données dans le secteur pétrolier africain.

Placé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, et avec le pilotage du ministère algérien de l'Energie et des Mines, CAPE II sera organisé du 14 au 17 février à l'hôtel Hilton et au Palais des expositions (Pins-Maritimes), par le groupe de communication CCW et l'Association des pays africains producteurs de pétrole (African petroleum producers association-APPA) et avec le sponsoring de Sonatrach et l'AFREC et le partenariat financier de Baker Hughes, BP, ENI, Burlington ressources, Hess et Petronas.

La participation d'une quinzaine de ministres africains du pétrole est attendue à ce congrès, outre celle de 200 sociétés nationales africaines et internationales, une représentation de 35 pays et un nombre de visiteurs évalué à 9000 à cette exposition qui bénéficiera d'une surface aménagée de 4000 mètres carrés.

Une manifestation placée sous la thématique de "l'industrie africaine des hydrocarbures face au défi du développement durable" et qui sera l'occasion pour les sociétés pétrolières nationales d'exposer leurs projets et conclure de nouvelles affaires et aux sociétés internationales de développer des relations et présenter leurs idées et savoir-faire afin d'aider les sociétés nationales à accomplir leurs objectifs.

A rappeler que l'APPA, qui a été créée en 1987 à Lagos, est composée de 12 pays africains producteurs de pétrole dont la production représente 7% de la production mondiale et qui comptent pour plus de 90% de la production et des réserves en hydrocarbures du continent africain.

Cela avec une production de l'ordre de 8 millions de barils de pétrole par jour en 2003 et des réserves prouvées évaluées à 98 milliards de barils à fin 2003. Les pays membres de l'APPA sont l'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, le Gabon, la Guinée équatoriale, la Libye, le Nigeria et le Congo.

Des pays dont certains sont des acteurs influents de l'OPEP et qui représentent 20% de sa production, par le biais desquels l'APPA, dont l'objectif est de promouvoir la coopération, les initiatives communes en matière de politiques et de stratégies de gestion des activités pétrolières, exerce une certaine influence sur le développement du marché pétrolier mondial.

Chérif Bennaceur